

La dernière rentrée universitaire a été faite à Tunis sous le signe du renouveau. Après dix ans de rodage, les nouvelles institutions éducatives sont en passe d'être très profondément remaniées. Le président Bourguiba avait constitué en 1966-1967 une "Commission Nationale de l'enseignement" qui a travaillé sans relâche une année durant. Elle a soumis à une critique impitoyable et serrée l'action de l'Etat en matière d'enseignement, et l'université a dû faire dans ce contexte son auto-critique. Le tout a débouché sur un long rapport documenté et précis dont le chef de l'Etat, qui a souvent présidé en personne les travaux de la commission, a été saisi. Ce n'est point hasard si le portefeuille de l'Education nationale a été attribué le 1er Juillet dernier au dynamique et audacieux Ben Salah qui a présidé cette Commission nationale de l'éducation. Et il est très significatif que Monsieur Ben Salah cumule ce portefeuille avec celui du Plan et de l'Economie nationale. Par là, n'en doutons pas, les plus hauts responsables de la nation veulent marquer leur volonté de faire de l'Education nationale un facteur du développement et d'accentuer l'intégration de l'université.

Dès le 15 Juillet 1968, à la Bourse du Travail, se réunissait le Conseil de l'université, élargi à tous les représentants des organisations nationales - (parti, syndicats, départements ministériels, associations de parents d'élèves, d'étudiants et de jeunes) - . Un grand travail d'élaboration de réflexion est en cours. Mais d'ores et déjà les sept points suivants sont acquis et mis en application.:

1 - Suppression du rectorat : les facultés prennent leur autonomie financière, morale et académique sous la tutelle administrative d'une nouvelle direction de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique, créée au sein du secrétariat d'Etat à l'Education nationale ;

2 - Les facultés sont dirigées par un "professeur-directeur" élu par le conseil des facultés et assisté par :

- a) le "Conseil de la faculté" dont la composition tripartite (étudiants, professeurs, représentants des organisations nationales et des ministères) est de nature à faire de l'université un foyer de dialogue permanent et un instrument au service du développement.
- b) Le "Comité de direction" élu, qui s'occupe des problèmes de gestion financière et administrative.
- c) Le "Comité scientifique" élu, qui s'occupe des problèmes académiques et pédagogiques.

3 - L'option en faveur de la liaison la plus étroite possible entre l'enseignement et la recherche. Les facultés seront restructurées en départements qui sont les cellules où se dispense, se transmet et se renouvelle le savoir. De plus, des institutions spécialisées de recherche seront constituées autour des facultés ;

4 - L'orientation des étudiants entrant dans l'enseignement supérieur, qui ne sont inscrits dans telle ou telle section qu'après entretien avec une commission d'orientation laquelle tâche de concilier les aptitudes, les vocations et les désirs des étudiants avec les besoins du pays tels qu'ils se dégagent du plan économique de développement.

5 - Les études dans l'enseignement supérieur durant au moins quatre ans pour l'obtention simultanée de la licence et de la maîtrise, cela implique la suppression des enseignements par certificats séparés et la liaison étroite entre travaux de recherche et études classiques ;

6 - Les étudiants sont astreints, outre les travaux dirigés et pratiques classiques, à des stages dans les institutions économiques et sociales du pays (coopératives agricoles, centres d'éducation sociale, "gouvernorats", banques, entreprises, etc...) aux fins de mieux se préparer à leurs tâches futures ;

7 - Les enseignements auxiliaires de sociologie, d'histoire, d'islamologie, et de langue arabe sont organisés et rendus obligatoires à tous les étudiants de l'université.

Telles sont les principales orientations nouvelles que prend l'université. Il est bien évident que tout dépend de la manière dont elles seront appliquées. Mais les nouveaux responsables de l'Education nationale sont décidés à livrer corrélativement la "bataille du niveau" et à obtenir non seulement une amélioration en soi de notre enseignement universitaire, mais peut-être surtout une plus grande prise sur la vie. Le corps enseignant, pour sa part, est décidé à tout mettre en oeuvre pour le succès de l'entreprise.

ABDELWAHAB BOUHDIBA

Professeur
au Centre de recherches
économiques et sociales de Tunis